

Madame la Ministre,

J'ai été très touché par votre présence à mes côtés cette semaine à Stockholm. Le soutien que vous-même et vos équipes avez apporté à TSE depuis plus de 2 ans contribue à l'optimisme que je ressens quant à l'avenir des meilleures centres de recherche en économie en France et dont je témoigne dans les médias depuis le 13 octobre.

Permettez-moi de vous faire part de mon inquiétude à propos d'une rumeur insistante relative à la création d'une nouvelle section du CNU intitulée "Institutions, économie, territoire et société". Si cette rumeur devait être confirmée, ce serait une catastrophe pour la visibilité et l'avenir de la recherche en sciences économiques dans notre pays.

Comme vous le savez, j'ai toujours milité pour que notre pays adopte les normes sur l'évaluation de la recherche en vigueur dans le reste du monde. En particulier, il est important que la communauté des enseignants-chercheurs et chercheurs en économie dispose d'un standard unique d'évaluation scientifique basée sur un classement des revues de la discipline et sur l'évaluation externe par des pairs reconnus internationalement. Il est impensable pour moi que la France reconnaisse deux communautés au sein d'une même discipline. Il est indispensable que la qualité de la recherche soit évaluée sur la base de publications, forçant chaque chercheur à se confronter au jugement par les pairs. C'est le fondement même des progrès scientifiques dans toutes les disciplines. Chercher à se soustraire à ce jugement promeut le relativisme des connaissances, antichambre de l'obscurantisme. Les économistes auto-proclamés « hétérodoxes » se doivent de respecter ce principe fondamental de la science. La création d'une nouvelle section du CNU vise à les soustraire à cette discipline.

Par ailleurs, les critiques émanant des initiateurs de ce projet sur le manque d'interdisciplinarité, de scientificité et d'utilité sociale de l'économie moderne sont infondées (par ailleurs, même si elles avaient été fondées, il aurait de plus fallu démontrer qu'une nouvelle section CNU améliore les choses dans ces domaines !). La science économique moderne est ouverte sur les grandes questions de société, comme l'illustre parfaitement les travaux récents de Thomas Piketty et beaucoup d'autres grands économistes français. De nombreux chercheurs parmi les meilleurs économistes français et étrangers travaillent sur les liens entre économie, psychologie, sociologie, histoire, sciences politiques, droits, et géographie. La science économique est de plus en plus interdisciplinaire, comme le montre par exemple la création de l'IAST à Toulouse. En particulier, mes collègues économistes et moi-même, à Paris, Toulouse, Marseille ou ailleurs, travaillons depuis longtemps sur les institutions, les territoires et la société. Ces sujets sont même au cœur de nos recherches. Nous devrions logiquement tous faire partie de cette nouvelle section.

Deuxièmement, comme les autres grandes disciplines scientifiques, la science économique moderne est en questionnement permanent sur ses hypothèses, confronte les modèles aux données, et abandonne les théories qui échouent au test de la réalité. Finalement, les centres d'excellence en économie qui ont émergé en France ces trois dernières décennies forment aujourd'hui des économistes que les régulateurs, organismes internationaux et entreprises s'arrachent, parce qu'ils leur permettent de mieux affronter les grands enjeux technologiques, économiques, sociaux et environnementaux du XXIe siècle. Cette forte demande est la meilleure démonstration de la valeur sociétale apportée par notre discipline. L'éclatement de la communauté des économistes français par la sanctuarisation d'un ensemble hétéroclite en difficulté avec les normes d'évaluation internationalement reconnues est une très mauvaise réponse à l'échec de cet ensemble dans son effort de validation de ses travaux par les grandes revues scientifiques qui prévalent dans notre discipline.

Si la rumeur était fondée, il me semblerait indispensable de procéder à une réévaluation (la commission Hautcoeur s'était déjà prononcée contre, mais son avis n'a apparemment pas été suivi), cette fois-ci au niveau international, et donc totalement indiscutable. L'on pourrait par exemple demander à un échantillon représentatif des chercheurs primés internationalement (prix Nobel, et pour avoir des plus jeunes, Clark medals et Yjro Jahnson awards- meilleurs économistes de moins de 40 et 45 ans respectivement, prix décernés par les associations d'économie Américaine et Européenne) de statuer sur les mérites relatifs de deux textes argumentés et signés : l'un pro, l'autre contre la création d'une telle section. Je suis à votre entière disposition pour parler des modalités éventuelles d'une telle évaluation.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments respectueux.

Jean Tirole